

COMMUNAUTE de COMMUNES de COMMERCY - VO
CONSEIL COMMUNAUTAIRE du 18 DECEMBRE 2019

Envoyé en préfecture le 31/12/2019

Reçu en préfecture le 31/12/2019

Affiché le 31/12/2019

ID : 055-200066157-20191218-198_2019-DE

Objet : Instauration d'une astreinte de décision et d'une astreinte technique – Annule la délibération 81-2018 du 06 juin 2018

L'an deux mille dix-neuf, le dix-huit décembre, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes Commercy Void Vaucouleurs, convoqués le douze décembre 2019, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à Vaucouleurs.

Etaient présents :

Boncourt sur Meuse : MIDENET Éric ; **Boviolles** : LIGIER Jean-Pierre ; **Brixey-aux-Chanoines** : TRAMBLOY Jean Marie ; **Burey en Vaux** : CAUMIREY Dominique ; **Burey -La-Côte** : LANGARD Jean Michel ; **Chalaines** : SANCHEZ Christine *suppléante de HOCQUART Patrick* ; **Champougny** : VINCENT Éric ; **Chonville Malaumont** : LANTERNE Bruno ; **Commercy** : BARREY Patrick, LEFEVRE Jérôme, CAHU Gérard, DABIT Annette, LE BONNIEC Alain , CARE Florent, GUCKERT Olivier, LEMOINE Olivier, RICHARD Suzel, THIRIOT Elise ; **Cousances les Triconville** : BIZARD Michel ; **Dagonville** : WENTZ Dominique ; **Epiez sur Meuse** : HENRION Mauricette ; **Erneville-Aux-Bois** : DRUPT Hubert ; **Euville** : FERIOLI Alain, HIRSCH Philippe ; **Goussaincourt** : BISSINGER Michel ; **Laneuville-au-Rupt** : FURLAN Jacques ; **Lérrouville** : BRUNO Patricia, PORTEU Brigitte, VIZOT Alain ; **Marson sur Barboure** : PETITJEAN Joël ; **Maxey-sur-Vaise** : DINTRICH Jean Luc ; **Mécrin** : MOUSTY Michel ; **Méliny le Petit** : BOUCHOT Christian ; **Naives-En-Blois** : VAUTHIER Daniel ; **Nançois-Le-Grand** : ORBION Claude ; **Neuville-les-Vaucouleurs** : TIRLICIEN Alain ; **Pagny la Blanche Côte** : ROUVENACH Daniel ; **Pagny sur Meuse** : MAGNETTE Jean-Marc ; **Reffroy** : LECLERC Francis ; **Rigny Saint Martin** : POIRSON Éliane ; **Saint Aubin sur Aire** : FALLON Luc ; **Saint Germain sur Meuse** : ANDRE Patrick ; **Sauvigny** : BESSEAU Frédéric ; **Sepvigny** : LIEGAUT René ; **Taillancourt** : MAZELIN François ; **Troussey** : GUILLAUME Alain ; **Ugny sur Meuse** : FIGEL Régis ; **Vadonville** : BON Bénédicte ; **Vaucouleurs** : DINE Régis, FAVE Francis, GEOFFROY Alain ; **Villeroy-sur-Méholle** : LAURENT Eddy ; **Void-Vacon** : GAUCHER Alain ; **Willeroncourt** : LAFROGNE Nicolas

Suppléant présent sans pouvoir de vote

Boviolles : SAMSON Fabrice ; **Chonville Malaumont** : BENICHOX Roselyne, **Laneuville-au-Rupt** : Lux Michel,

Absents

Bovée-sur-Barboure : LEROUX Dominique ; **Broussey en Blois** : BELMONT Stéphanie ; **Chalaines** : HOCQUART Patrick ; **Commercy** : BOUROTTE Liliane, BRETON Natacha, PAILLARDIN Delphine, MAROTEL Jacques, VAUTRIN Jean-Philippe ; **Euville** : HERY Joël, SOLTANI Denis ; **Grimaucourt-Près-Sampigny** : FILLION Jean Charles ; **Méliny-le-Grand** : WAGNER Dominique, **Ménil-La-Horgne** : CONNESSON Jean Claude, **Montbras** : THOMAS Claude ; **Montigny les Vaucouleurs** : NAJOTTE Sylvie ; **Rigny la Salle** : ASSADOURIAN Marc ; **Pagny sur Meuse** : PAGLIARI Armand ; **Ourches sur Meuse** : GUILLAUME François ; **Pont sur Meuse** : GRUYER Reynald ; **Saulvaux** : LEROUX Patrice ; **Sauvoy** : THIRIET Philippe ; **Sorcy Saint Martin** : DELOGE Robert, MARTIN Franck ; **Vaucouleurs** : GIANNINI Cédric ; **Vignot** : BUCQUOY Régine, THOMAS Guylaine CHAFF Daniel ; **Void-Vacon** : BOKSEBELD Virginie, LHERITIER Jean Paul, ROCHON Sylvie

Pouvoirs ont été donnés à :

Brigitte PORTEU de GRUYER Reynald, Alain FERIOLI de SOLTANI Denis, Philippe HIRSCH de HERY Joël, VAUTHIER Daniel de CONNESSON Jean Claude, Jean-Marc MAGNETTE de Armand PAGLIARI, Olivier LEMOINE de BOUROTTE Liliane, Michel MOUSTY de Robert DELOGE, Dominique WENTZ de Cédric GIANNINI, Elise THIRIOT de Guylaine THOMAS, Éric MIDENET de Jean Charles FILLION, Alain GAUCHER de Virginie BOKSEBELD

Secrétaire de séance : LIEGAUT René

Nombre de membres en exercice : 83

Nombre de membres présents : 54

Nombre de pouvoirs : 11

Nombre de suffrages exprimés : 65

VOTES : Pour : 65 - Contre : 0 - Abstention : 0

Objet : Instauration d'une astreinte de décision et d'une astreinte technique – Annule la délibération 81-2018 du 06 juin 2018

18/12/2019 Délibération n°198-2019

Une période d'astreinte s'entend comme « une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration. »

La durée des interventions pendant une période d'astreinte est considérée comme un temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le déplacement aller et retour sur le lieu de travail et peut donner lieu au versement d'une indemnité ou d'une compensation en temps.

Le régime des astreintes distingue deux catégories de personnel Cadres d'emplois hormis ceux de la filière technique (Indemnité ou Repos compensateur pour l'astreinte), Cadres d'emplois de la filière technique (Pas de repos compensateur possible pour l'astreinte)

Les personnels techniques peuvent être amenés, selon leur emploi, à accomplir 3 types d'astreinte :

- les astreintes d'exploitation correspondant à des activités de prévention ou de réparation des accidents sur les infrastructures de transports et les équipements publics et à des activités de surveillance ou de viabilité des infrastructures de transports ;
- les astreintes de décision accomplies par des agents occupant des fonctions d'encadrement ;
- les astreintes de sécurité qui peuvent être versées aux agents de toutes catégories et pour toute activité.

Par délibération du 06 juin 2018, le conseil communautaire a validé la mise en place d'une astreinte d'intervention le week-end pour les bâtiments de la CC.

Compte-tenu de l'évolution du patrimoine de la collectivité et des services, il est proposé de supprimer les astreintes existantes et de mettre en place :

- une astreinte technique de décision le week-end et la nuit en semaine selon les nécessités de services.
- une astreinte technique le week-end et la nuit en semaine selon les nécessités de services pour les bâtiments et biens de la CC et dans le cadre de la gestion du service eau pour le compte de Void et de la gestion du service assainissement pour le compte de Void et de Vaucouleurs selon un turn over défini par planning. Ainsi, cette astreinte concernerait 6 agents du service technique avec un turn over chaque week-end, avec un minimum de deux week-ends de libre entre chaque astreinte.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Vu le Décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale

Vu le Décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale.

Vu le Décret n°2015-415 du 14 avril 2015 et l'arrêté du 14 avril 2015 applicables au ministère du développement durable et du logement pour les agents de la filière technique ;

Sous réserve de l'avis favorable du Comité technique ;

- **DECIDE** de supprimer les astreintes existantes ;
- **APPROUVE** la mise en place d'une astreinte de décision :
 - la nuit en semaine de 17h à 8h
 - les jours de récupération ou la semaine complète selon les nécessités de service ;
 - le week-end du vendredi soir 17h au lundi matin 8h,
 - astreintes récupérées en cas d'appel ;
 - téléphone portable mis à disposition ;
 - personnels concernés : 2 à 3 agents du service technique

- **APPROUVE** la mise en place d'une astreinte technique d'intervention de la CC (actions préventives ou curatives sur les infrastructures du service eau pour le compte de Void et de la gestion du service Void et de Vaucouleurs selon un turn over défini par planning :
- le week-end du vendredi soir 17h au lundi matin 8h,
 - la nuit en semaine de 17h à 8h
 - les jours de récupération ou la semaine complète selon les nécessités de service ;
 - intervention en cas de panne/problemème technique ;
 - téléphone portable mis à disposition ;
 - obligation de résider à son domicile ou dans un rayon de 30 Kms maximum du lieu d'intervention couvert par un réseau téléphonie mobile ;
 - astreintes récupérées en cas de déplacement ;
 - personnels concernés : 6 agents du service technique selon un turn over défini par planning ;

Envoyé en préfecture le 31/12/2019
Reçu en préfecture le 31/12/2019
Affiché le
ID : 055-200066157-20191218-198_2019-DE

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdit.

Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.

Le Président



Francis LECLERC

Date de convocation : 12/12/2019

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.